

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Dalkia

2-4, rue du Suffrage Universel
Immeuble Le Mandinet 2
CS 30434
77185 Lognes

Code AIOT : 0006506348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement Dalkia implanté 6 RUE ABRAHAM DUQUESNE 93600 Aulnay-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DRIEAT.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Dalkia
- 6 RUE ABRAHAM DUQUESNE 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006506348
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Dalkia Rose des Vents / Aulnay 3000 est une installation de chauffage urbain composée de 3 chaudières à gaz (deux chaudières d'une puissance unitaire de 10, 46 MW et une chaudière de 7, 26 MW) et de 3 moteurs de cogénération au gaz d'une puissance unitaire de 6, 4 MW (fonctionnant de novembre à mars). Les installations relèvent aujourd'hui du régime de l'enregistrement. Elles sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 04-0437 du 9 février 2004 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-4271 du 19 décembre 2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 43	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24	Demande d'action corrective	4 mois
4	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de rejet	AP Complémentaire du 19/12/2016, article 8.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce rapport d'inspection fait l'objet de demandes de compléments relatives aux analyses dans les rejets aqueux, aux tests réalisés sur les installations électriques, à la désinstallation de certains détecteurs de fumée linéaires, ainsi qu'au système de désenfumage naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2016, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les mesures des gaz émis sont effectuées indépendamment sur chacun des conduits. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101, 3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm3	Conduits des chaudières gaz 1, 2 et 3	Conduits des moteurs cogénération gaz 1, 2 et 3
Concentration en O2 de référence	3 %	5 %
Poussières	5	10
SO2	35	10
NOx en équivalent NO2	100	100
CO	100	100
HAP	0, 01	0, 1
COVNM (en carbone total)	50	-
Formaldéhyde	-	15

Ces VLE s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Constats :

Conformément aux dispositions de l'article 9.2, les rejets atmosphériques sont contrôlés une fois par an par un organisme agréé. L'exploitant a transmis les rapports de la dernière campagne de mesures réalisée au cours du mois de mars 2025.

Les moteurs de cogénération datent de l'année 2016.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants ont été rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 %. Le pourcentage de 5 % figurant dans l'arrêté préfectoral correspond à une valeur erronée.

L'ensemble des valeurs limites d'émission est respecté pour les trois moteurs.

Les chaudières datent également de l'année 2016. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants ont été rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 %.

L'ensemble des valeurs limites d'émission est également respecté pour les trois chaudières.

On peut constater que les vitesses d'éjection sont inférieures à 8 m/s. Cependant, le contrôle de la conformité sur ce paramètre n'est pas possible car les chaudières ne fonctionnaient pas à 100 % de leur puissance.

En effet, durant le mois de mars, les moteurs de cogénération fournissent au réseau urbain l'essentiel de la chaleur. Les chaudières assurent l'appoint en cas de défaillance des moteurs ou de baisse de la température.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 43				
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales				
Prescription contrôlée :				
[...] Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 47 avant rejet au milieu naturel.				
Constats :				
<p>Pour les rejets aqueux correspondant aux eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées ainsi qu'aux eaux de purge des installations, l'exploitant dispose d'une autorisation de déversement de l'année 2024 de Paris Terres d'Envol. Les derniers prélèvements ont eu lieu le 1er octobre 2025 au point de rejet des chaudières ainsi qu'au point de rejet des moteurs de cogénération.</p> <p>L'exploitant compare ses résultats avec les VLE de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 pour des rejets au milieu naturel, ainsi qu'avec celles figurant dans la convention de déversement.</p> <p>Lors de la dernière campagne de mesures, au niveau du rejet "Chaufferie", deux non-conformités ont été constatées pour le chrome total et le nickel. Les VLE de l'arrêté ministériel sont dépassées. Cependant, les VLE de la convention de déversement sont respectées.</p> <p>Au niveau de rejet "Cogénération", deux dépassements pour les paramètres manganèse et fer ont été relevés. Les valeurs mesurées sont supérieures aux VLE de l'arrêté ministériel et de la convention de déversement.</p>				
Paramètre	Rejet	Résultat octobre 2025	VLE arrêté ministériel	VLE convention de déversement
Chrome	Chaufferie	71, 7 µg/l	50 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j	500 µg/l
Nickel	Chaufferie	318 µg/l	50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j	500 µg/l
Manganèse	Cogénération	119 µg/l	-	50 µg/l
Fer	Cogénération	6, 7 mg/l	-	5 mg/l
<p>L'exploitant indique qu'en règle générale, les séparateurs à hydrocarbures font l'objet d'un curage et d'un nettoyage préalablement à la réalisation des campagnes de mesures. Or, lors de la présente campagne, cet entretien n'a pas été effectué en amont.</p> <p>Cette situation est susceptible d'expliquer les non-conformités observées.</p> <p>En conséquence, l'exploitant prévoit de procéder à une nouvelle campagne d'analyses après réalisation de l'entretien du dispositif de dépollution, afin de vérifier de nouveau la qualité des rejets.</p> <p>L'inspection rappelle que les rejets doivent être conformes en permanence aux prescriptions</p>				

<p>applicables. Dès lors, il n'apparaît pas pertinent d'adapter les conditions de prélèvement pour obtenir des résultats conformes.</p> <p>Il convient plutôt, le cas échéant, de revoir les modalités d'exploitation des installations, et notamment d'adapter la fréquence des opérations de curage et de nettoyage des séparateurs à hydrocarbures, afin de garantir une conformité des rejets en toutes circonstances.</p> <p>Enfin, l'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur la non-concordance de certaines valeurs limites d'émission figurant dans les résultats d'analyse avec celles définies par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ou la convention de rejet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant de procéder à un nettoyage du séparateur à hydrocarbures selon une fréquence adaptée, ou le cas échéant, de réaliser une recherche des causes, afin de garantir la conformité des rejets en toutes circonstances.</p> <p>L'exploitant transmettra également à l'inspection le rapport d'analyses de la prochaine campagne, qui sera réalisée au cours du premier semestre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Dispositif de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 2 février 2024 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis au mois de janvier dernier le dernier rapport de contrôle des installations électriques.</p> <p>Celui-ci ne fait plus état que de 22 remarques dont 1 nouvelle, portant sur la bague d'un câble qui ne porte pas la bonne couleur. Les autres sont résiduelles. Beaucoup de remarques pourront être levées en interne par les techniciens de maintenance cette année.</p> <p>Ces remarques ne concernent que des préconisations . L'exploitant a précisé qu'il sera dorénavant vigilant en ce qui concerne le suivi des actions correctives à mettre en place;</p> <p>Le suivi des remarques est effectué via le document imprimé présentant la liste des observations.</p> <p>L'exploitant a fait appel à une société prestataire de services pour la levée des non-conformités dans la zone à haute tension. Cette intervention sera réalisée lors de l'arrêt technique annuel des chaudières, pendant l'été.</p> <p>La mise en demeure de procéder à la levée des observations issues du rapport précédent est levée.</p>

<p><u>Inspection du 13 mars 2026 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations électriques du 9 février 2026, faisant état de 18 observations, dont 6 récurrentes. Il ressort de ce bilan que les observations et préconisations formulées par le prestataire sont prises en compte par l'exploitant et font l'objet d'un traitement progressif.</p> <p>Néanmoins, les coupures et essais des dispositifs différentiels basse tension n'ont pas été autorisés en totalité lors des tests, en raison du fonctionnement des installations. Ces dernières ne pouvaient être arrêtées le jour du contrôle car elles alimentent le réseau de chaleur de la ville.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant de planifier une seconde visite au cours de l'année 2026, pendant la période d'arrêt technique des installations, afin de réaliser les essais et coupures des dispositifs différentiels basse tension.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 4 : Prévention des accidents et des pollutions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection de gaz et extinction automatique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 15 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection adapté aux risques dont les détecteurs de gaz, de fumées et/ou d'incendie sont judicieusement positionnés.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et définit les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Les dispositifs de détection déclenchent une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, selon une procédure préétablie, permettant d'alerter la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations. Ces dispositifs coupent l'arrivée du combustible et interrompent l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 23. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

Les locaux abritant la chaufferie et les moteurs de cogénération sont équipés de détecteurs de gaz et d'incendie. Ces locaux ont été visités lors de l'inspection.

Ces dispositifs de sécurité font l'objet de vérifications semestrielles. Les tests sont réalisés en dehors des périodes de fonctionnement. Ils comprennent également la vérification du déclenchement des alarmes pour la détection gaz (à 15 et 20 % de la LIE selon le local) et la mise en sécurité des installations (à 30 % de la LIE).

L'exploitant a présenté les comptes rendus de vérification pour l'année 2025, lesquels concluent au bon fonctionnement de ces équipements de sécurité.

A la demande du prestataire, une batterie de secours a été installée dans le local de cogénération pour pallier une éventuelle rupture en alimentation électrique.

Chaque chaudière est par ailleurs équipée d'un détecteur de flamme et d'un détecteur de gaz. Le local de la chaufferie comprend également treize détecteurs optiques de fumée, un détecteur linéaire de fumée ainsi que deux déclencheurs manuels.

Le local de cogénération et/ou les moteurs sont également équipés de détecteurs optiques de fumée et de flamme, ainsi que de détecteurs de gaz.

Il comprend également deux détecteurs linéaires de fumée. Cependant, ces derniers se dérèglent à maintes reprises en raison des vibrations et de la dilation, déclenchant ainsi des alarmes intempestives. L'exploitant en a désinstallé un des deux.

Chaque détection donne lieu 24h/24 à un report de l'alarme au centre d'appel. Le centre appelle le technicien de permanence ou l'astreinte.

Une alarme visuelle et sonore se déclenche également sur site.

Chacun des deux compartiments (chaufferie et cogénération) dispose de sa centrale incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précisera à l'inspection les mesures compensatoires qu'il prévoit de mettre en place à la suite de la désinstallation des détecteurs linéaires de fumée dans le local de cogénération.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2004, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation et désenfumage
Prescription contrôlée : I. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. II. La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent. III. Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. [...]
Constats : Afin de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions applicables, l'exploitant a fait réaliser un audit de désenfumage. Le rapport correspondant, daté du 27 février 2015, semble ne concerner que le local de la chaufferie. Ce rapport indique que la chaufferie est équipée d'un système de ventilation naturelle reposant sur des amenées d'air en partie basse et des évacuations en partie haute, permettant en principe d'assurer un renouvellement d'air permanent. Le bureau d'études rappelle que la surface totale des sections d'évacuation des fumées doit être au moins égale à un centième de la superficie du local desservi. La surface au sol de la chaufferie étant de 723 m ² , la surface minimale requise est de 7,23 m ² . Les ouvertures en partie haute, réparties sur les façades sud (cinq ouvertures) et est (deux ouvertures), représentent une surface totale de 10,7 m ² . Sur ce point, le dimensionnement apparaît conforme aux exigences de désenfumage naturel. Pour la chaufferie, la ventilation naturelle assurée par les ouvrants ferait également office de désenfumage en cas d'incendie. L'article 20 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 impose désormais la mise en place de dispositifs plus spécifiques. Cependant, ces dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes. S'agissant des amenées d'air, celles-ci sont assurées par des ouvertures en partie basse sur les façades nord et ouest, complétées par une porte ouvrant directement sur l'extérieur, d'une surface de 10 m ² . Ces ouvertures sont équipées de volets permettant de moduler la section de passage d'air. Le minimum requis pour les amenées d'air étant également fixé à un centième de la surface du local (soit 7,23 m ²), la configuration est conforme lorsque les volets sont en position ouverte, la surface de passage atteignant alors 14,7 m ² . En revanche, il convient de souligner que la fermeture des volets réduit cette surface à 2,5 m ² , soit une valeur significativement inférieure au minimum requis. Cette configuration est de nature à compromettre l'efficacité du désenfumage naturel et le renouvellement d'air en cas d'incendie ou de dysfonctionnement. En l'absence d'asservissement des volets à une situation d'alarme ou de dispositif garantissant le maintien d'une section minimale permanente, la conformité de l'installation repose sur des conditions d'exploitation favorables. Cette dépendance constitue un point de fragilité au regard des exigences de sécurité, dans la mesure où elle ne garantit pas le maintien des performances attendues en toutes circonstances.

<p>Il apparaît que l'étude ne porte pas sur le local de cogénération, lequel est également soumis aux mêmes exigences en matière de ventilation et de désenfumage. En l'absence d'éléments justificatifs, la conformité de ce local ne peut donc pas être établie à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier de la conformité du système de ventilation et de désenfumage naturel du bâtiment de cogénération, notamment au regard des surfaces d'amenées d'air et d'évacuation des fumées.</p> <p>Par ailleurs, pour la chaufferie, l'exploitant devra préciser les modalités de réglage des volets équipant les amenées d'air en partie basse. À ce titre, il conviendra notamment d'indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le caractère manuel ou automatique du dispositif ; • les conditions et périodes d'ouverture et de fermeture ; • les consignes d'exploitation associées ; • les personnels habilités à intervenir sur ces équipements. <p>Ces éléments sont nécessaires afin d'apprécier la capacité de l'installation à garantir, en toutes circonstances, un niveau de ventilation compatible avec les exigences de sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>